Motion intersyndicale sur les menaces contre l'audiovisuel public

Motion urgente sur les menaces contre le service public de l'audiovisuel en France et soutien à la grève de ce jeudi 13 juin

votée à Tunis par les syndicats français CFDT, SNJ, SNJ-CGT

"Pendant le déroulement de notre congrès FIJ, l'urgence pour le service public audiovisuel français s'est traduite par une grève appelée le 13 juin pour le maintien sur France3 du Soir 3, le JT du soir sur France3. Cette grève dénonce la décision de bannir ce Jt essentiel sur la chaîne "tout info" France Info, qui a une audience confidentielle. Or La première mission du Service Public est d'informer.

L'urgence encore est de soutenir le mouvement de grève auquel appellent pour ce mardi 18 juin tous les syndicats de Radio France pour les sept radios et réseaux du service public français. Ces urgences s'expriment car les principaux médias publics français sont menacés par des mesures drastiques d'économies. Le gouvernement a décidé de supprimer 190 millions d'euros au financement de l'audiovisuel public,

Ces mesures entraineront des conséquences sociales néfastes, qui vont nuire à la qualité des programmes et de l'information.

En ce qui concerne la radio publique, les syndicats ont appris le 6 juin dernier que la direction de Radio France a annoncé sa volonté de réduire le budget de 60 millions d'euros d'ici 2022. Cela alors que l'antenne France Inter est récemment devenue la radio la plus écoutée du pays, preuve de la reconnaissance des auditeurs pour la qualité du travail de leurs journalistes.

En ce qui concerne la télévision publique française, la direction de France Télévision a décidé de favoriser le départ de 2000 travailleurs, soit 25% des effectifs d'ici 2022 et d'imposer une économie de 400 millions d'euros.

Ainsi, considérant que le service public d'information est un pilier de la démocratie, considérant qu'à l'heure de la désinformation par les réseaux sociaux, les médias publics français ont besoin d'une stabilité, voire d'une augmentation des investissements publics,

Le Congrès de la FIJ, réuni à Tunis du 11 au 14 juin 2019,

- Exprime son soutien à tous les journalistes du service public audiovisuel français, ainsi qu'à ses membres adhérents SNJ, SNJ-CGT, CFDT,

- Demande au gouvernement, représentant des actionnaires du Service Public d'imposer le maintien du Soir 3 à sa place et de faire respecter le dialogue social et de faire améliorer les conditions de travail au lieu de les affaiblir les notamment en faveur des travailleurs précaires,

- Rappelle que la précarisation des journalistes entraine la désinformation des citoyens."

Paris, le 14 juin 2019